

Transition : Sanctions contre la Mali Le CNID FYT réagit à nouveau

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

LUNDI 07 FEVRIER 2022

1031

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Convocation du CNT

Le Mali a son destin en main !



SEGOU'ART 18eme Edition : La culture malienne dans toute sa diversité !



Eradication du cancer : LIMCA préconise le dépistage à temps pour tous



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

06 Fev.
2022

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

783

Nouveaux cas confirmés

07

Nouveaux guéris

78

Nouveaux décès

00

Au cours des dernières 24 H

30 malades hospitalisés dans les structures de prise en charge dont
06 cas graves en soins intensifs
2311 suivis à domicile

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

30 212

Guéris

26 891

Décès

715

dont 1710 font l'objet d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.11



P.18



P.24



/ Une /



Convocation du CNT : Le Mali a son destin en main !

P.4

/ Brèves /



Tiby : Les nouveaux soldats de la 1ère vague du recrutement spécial prêts à servir la nation

P.11

Mali : L'UE sanctionne cinq responsables de la Transition, dont le Premier ministre

P.11

Mali : Paris et ses partenaires envisagent un retrait définitif

P.12

Renvoi de l'ambassadeur de France au Mali : L'UE appelle les autorités de la Transition à la désescalade

P.12

FAMa : Le chef d'Etat-major Général des Armées réarme le moral de ses hommes sur le terrain

P.13

/ Actualité /



Eradication du cancer : LIMCA préconise le dépistage à temps pour tous

P.16

Lutte contre le tabagisme : Le RELUTAS monte au créneau

P.17

Sécurité et Protection Civile : L'Inspection des Services logée dans du neuf

P.18

Bamako-Paris : La guerre est déclarée

P.19

/ Politique /



Transition : Sanctions contre la Mali Le CNID FYT réagit à nouveau

P.22

Politique néocoloniale de la France : Des Maliens se mobilisent

P.24

Transition au Mali : Échec et mat pour la France et la CEDEAO

P.25

/ Culture & société /



SEGOU'ART 18eme Edition : La culture malienne dans toute sa diversité !

P.27

/ International /



Crise en Ukraine : La Russie semble poursuivre sa montée en puissance militaire aux portes du pays

P.28

Guinée : Première réunion du CNT pour un retour à l'ordre constitutionnel

P.29

/ Sport /



CAN 2022 : Le Sénégal arrache la première Coupe d'Afrique de son histoire

P.30

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié [Bamako – Mali]

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :**

• **Rédaction Générale :** Karamoko B. Keïta, Moctar Sow, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :**



Convocation du CNT **Le** Mali a son destin en main !

Pour contraindre les autorités maliennes à proposer une date raisonnable pour la tenue des élections générales devant mettre fin à la transition, les chefs d'Etat de la CEDEAO et l'UEMOA ont infligé de lourdes sanctions économiques et financières au Mali avec le gel des avoirs de l'Etat. Attachées aux recommandations des Assises nationales de la refondation comme parole d'évangile, les autorités maliennes passent à la vitesse supérieure. La corroboration de cet état de fait, est la convocation des membres du CNT en session extraordinaire par le président de la transition suivant décret N° 0041/ PT-RM du 4 février 2022.

Cette information a été rendue publique à la suite du conseil des ministres extraordinaires tenus le vendredi 4 février 2022. Les sujets inscrits à l'ordre du jour sont : la révision de la charte de la transition, projet

de loi portant loi électorale, projet de loi portant modification de l'ordonnance n°2019-011P-RM du 27 mars 2019 portant création de l'Institut national de santé publique, projet de loi relatif au sang humain ses dérivés, projet

de loi portant règlement du budget d'Etat 2018, projet de loi portant institution de la police territoriale, projet de loi portant création du fonds de réhabilitation et de fermeture de la mine d'or de Yatela.

La convocation des membres du CNT pour statuer sur ces questions aliment les débats dans les salons feutrés sur les desseins des autorités de la Transition. Les pourfendeurs du pouvoir, à leur tête certains hommes politiques, ont du mal à avaliser la position des autorités de la Transition qu'ils jugeraient trop dangereux pour un pays en crise depuis une décennie. Ceux-ci ne ratent aucune occasion pour apostropher les autorités transitoires. De l'autre côté, les soutiens du pouvoir affirment sans ambages que le retour à l'ordre constitutionnel est conditionné aux réformes substantielles à mener. En conséquence, le marigot politique malien est loin d'être tranquille. A en croire les autorités de la transition, le projet de loi permettra de procéder aux ajustements

tements nécessaires en vue d'une mise en œuvre efficiente des objectifs de la Transition. Les modifications se porteront, entre autres, sur : la suppression du poste de Vice-président pour éviter les duplications des missions et permettre au ministre chargé de la Défense et au ministre chargé de la Sécurité de recouvrer et d'exercer la plénitude de leurs attributions traditionnelles, la suppression du nombre de membres du Gouvernement pour une meilleure gouvernance politique et sociale objective et efficiente, l'augmentation du nombre de membres du Conseil national de Transition pour renforcer davantage l'inclusivité autour du projet de refondation de l'Etat, l'adaptation de la durée de la Transition aux recommandations des Assises Nationales de la Refondation dans le but de mener des réformes indispensables au retour à l'ordre constitutionnel.

Tout porte à croire que le respect du délai de 18 mois est quasiment intenable au regard des

réformes indispensables initialement retenues et confirmées par les recommandations des Assises Nationales de la Refondation.

Les autorités de la transition affirment que la Charte de la Transition, adoptée par les Forces vives de la Nation le 12 septembre 2020 prévoit comme organes de la Transition : le Président de la Transition, le Conseil national de Transition et le Gouvernement de la Transition. Elle précise en son article 22 que la durée de la Transition est de dix-huit (18) mois à compter de la date d'investiture du Président de la Transition. La première partie de la Transition, qui a débuté le 25 septembre 2020 suite à la prestation de serment du Président de la Transition, n'a pas connu d'avancées majeures dans la mise en œuvre des objectifs contenus dans la Charte de la Transition. Cette situation est due à plusieurs contraintes liées entre autres : aux difficultés de gouvernance conduisant à une lenteur dans la mise en œuvre des ré-

formes liées, notamment à la défense, à la sécurité et à la refondation de l'Etat ; à la gestion du front social et des urgences de défense et de sécurité. Pour pallier ces différentes contraintes, une rectification de la Transition est survenue au bout de neuf (09) mois et a conduit à des changements dans le dispositif de gestion et de mise en œuvre de la vision de refondation ayant justifié son avènement.

Toutes ces questions seront passées au peigne avant la révision de la Charte de la transition et les autres sujets connexes. Le nouveau texte fondateur qui sera adopté par l'organe législatif de la transition permettra sans nul doute de fixer le nouveau cap de la transition afin de poser les bases de la refondation tant souhaitée par les maliens.

■ Ibrahim Sanogo



COMMUNIQUÉ DU CONSEIL DES MINISTRES DU VENDREDI 04 FÉVRIER 2022



Le Conseil des Ministres s'est réuni en session extraordinaire, le vendredi 04 février 2022, dans sa salle de délibérations au Palais de Koulouba sous la présidence du Colonel Assimi GOITA, Président de la Transition, Chef de l'État.

Après examen du point inscrit à l'ordre du jour, le Conseil a adopté un projet de texte.

AU CHAPITRE DES MESURES LEGISLATIVES ET REGLEMENTAIRES

AU TITRE DE LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Sur le rapport du ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des Reformes politiques et institutionnelles, le Conseil des Ministres a adopté un projet de loi portant révision de la Charte de la Transition du 12 septembre 2020.

La Charte de la Transition, adoptée par les Forces vives de la Nation le 12 septembre 2020 prévoit comme organes de la Transition : le Président de la Transition, le Conseil national de Transition et le Gouvernement de la Transition.

Elle précise en son article 22 que la durée de la Transition est de dix-huit (18) mois à compter de la date d'investiture du Président de la Transition.

La première partie de la Transition, qui a débuté le 25 septembre 2020 suite à la prestation de serment du Président de la Transition, n'a pas connu d'avancées majeures dans la mise en œuvre des objectifs contenus dans la Charte de la Transition.

Cette situation est due à plusieurs contraintes liées entre autres :

- aux difficultés de gouvernance conduisant à une lenteur dans la mise en œuvre des réformes liées, notamment à la défense, à la sécurité et à la refondation de l'Etat ; - à la gestion du front social et des urgences de défense et de sécurité ;

Pour pallier ces différentes contraintes, une rectification de la Transition est survenue au bout de neuf (09) mois et a conduit à des changements dans le dispositif de gestion et de mise en œuvre de la vision de refondation ayant justifié son avènement.

Ainsi, malgré la volonté claire et affichée des plus hautes autorités de la Transition de respecter le délai, acté par l'adoption du Plan d'Action du Gouvernement, la durée de la Transition se révèle intenable au regard des réformes indispensables initialement retenues et confirmées par les recommandations des Assises Nationales de la Refondation.

Le projet de loi adopté permettra de procéder aux ajustements nécessaires en vue d'une

mise en œuvre efficiente des objectifs de la Transition.

Les modifications apportées portent, entre autres, sur :

- la suppression du poste de Vice-président pour éviter les duplications des missions et permettre au ministre chargé de la Défense et au ministre chargé de la Sécurité de recouvrer et d'exercer la plénitude de leurs attributions traditionnelles ;
- la suppression du nombre de membres du Gouvernement pour une meilleure gouvernance politique et sociale objective et efficiente ;
- l'augmentation du nombre de membres du Conseil national de Transition pour renforcer davantage l'inclusivité autour du projet de refondation de l'Etat ;
- l'adaptation de la durée de la Transition aux recommandations des Assises Nationales de la Refondation dans le but de mener des réformes indispensables au retour à l'ordre constitutionnel.

Bamako, le 04 février 2022

Le Secrétaire général du Gouvernement,
MAHAMADOU DAGNO
Officier de l'Ordre national

■ Netafrique.net



La descente aux enfers continue pour Mark Zuckerberg. Alors que son entreprise Meta a dévoilé hier un bilan financier catastrophique, la fortune de l'homme d'affaires se retrouve aujourd'hui amputée de 31 milliards de dollars, soit 27 milliards d'euros. Une dégringolade qui le fait sortir pour la première fois du top 10 des personnes les plus riches du monde. Rarement aura-t-on vu.....



■ OOËIL D'artiste



A la fin du match le président Samuel Eto'o et parti causer avec CHOUPO MOTING pour le rassurer de ne pas s'inquiéter car il est déjà le patron du football k'mer donc petit à petit il fera tout le nettoyage qu'il faut pour éviter des désillusions avenir Histoire de coach la même mourinho Eto'o peut nous amener donc Choupo don't worry... #looeil_qui_a_vu



■ Les candidats du paradis firdaws



L'Histoire retiendra : Qu'un petit homme de modeste extraction allait retenir toute l'attention d'une nation et finalement du monde. Le minot, le petit berger était celui dont tout le monde parlait. Dans cette région, où les coeurs sont aussi grands que les montagnes qui y sont fermement ancrées.

Il rentrait chez lui et le drame est survenu.

L'Histoire retiendra :

Que des millions de coeurs à travers le monde ont communié ensemble pour qu'il soit sauvé.

Que toute une nation s'est levée pour sauver son fils.

Que l'on a déplacé une montagne afin de préserver cette vie sacrée.

Qu'un homme venu du désert et de son propre chef était prêt à sacrifier sa vie pour sauver la tienne.

Les prières à haute voix et de toutes parts, sont montés au ciel venant de ce pays qui est aussi le mien.

L'Histoire retiendra :

Que notre cher Rayan à rapprocher des nations que le futile ou la politique avaient divisé.

Que de se battre dans le sentier du bien, unit les coeurs et les peuples. Sache, mon petit frère que nous allons suivre la voie que tu nous as tracé celle de l'Humanité et de la solidarité.

Chacun à son échelle comme le colibri dans la forêt.

Des millions de gens t'ont aimé mais Le Seigneur des mondes bien plus encore alors Il t'a rappelé auprès de Lui.

Nous acceptons le décret Divin mais fais-nous une petite place à tes côtés quand notre terme sera venu.

نوع جار هيل ان ايو هلل ان

Joseph Ait Sabane.



■ Griffe 2 FOOT



Eric Maxim Choupo Moting lâche les vérités sur son absence:

« En fait j'ai parlé avec le coach. Je lui ai dit que pour le match, je ne me sentais pas bien psychologiquement, à cause de tout ce qui s'est passé ces derniers jours. Je suis très déçu et frustré parce que je suis venu aider l'équipe à gagner la CAN. Et je mérite du respect. Le coach, lui, il m'a montré qu'il ne compte pas à 100% sur moi. J'ai fait cette remarque depuis un moment, surtout en quart de finale et en demi-finale. Pour moi, c'est un manque de respect.

J'étais obligé de lui dire la vérité. Ne même pas pouvoir rentrer en

jeu dans un match difficile de 120 minutes comme celui contre l'Egypte (en demi-finale, Ndlr.), pour moi ce n'était pas normal. Ça m'a vraiment fait mal. J'ai dit au coach qu'aujourd'hui, il fallait gagner ce match et pour le faire, il fallait mettre des joueurs qui sont bien dans la tête. J'étais à 100% avec l'équipe, mais je ne pouvais pas jouer.»

[Sport News Africa]



■ Yehia Tandina



TOMBOUCTOU : LA BOURSE RÉGIONALE CÉ-RÉALIÈRE A ÉTEINT SES LAMPIONS

Avec 38 acteurs venus des cercles de la région, cette 1ère édition a fait l'objet de convoitises et de réussite.

Bilan luisant : 6 contrats signés

Montant des contrats : 59 Millions 560.000

Vente de produits : 615.850

Montant global : 60 Millions 175.850 fcfa.

Offre de vente : 32.942,35 tonnes

Offre d'achat : 1.256,24 tonnes

La région de Tombouctou peut se glorifier à travers cette bourse d'honorer sa 2ème place de producteur national en riz et 1er en blé.

Vivement la 2ème édition.



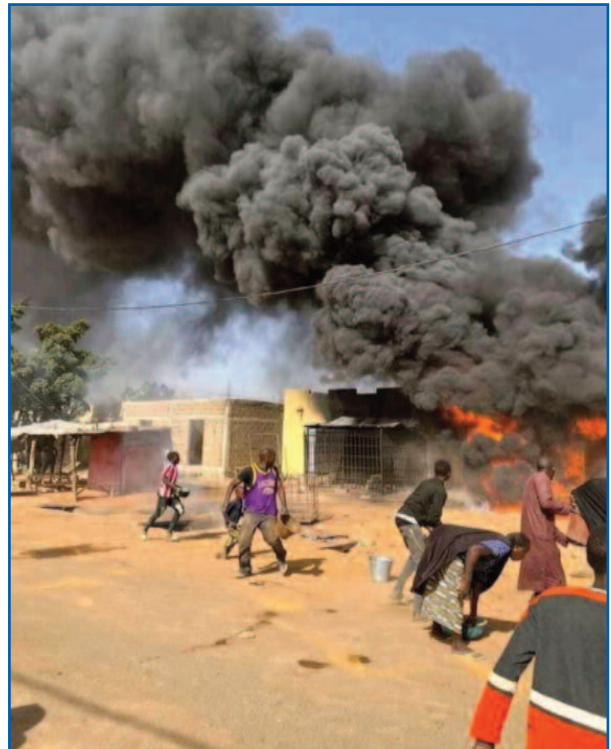
■ Radio Guintan



Kangaba, Samaniana: un dépôt d'hydrocarbures en feu.

Ce jour 06 février 2022 la protection civile de Kangaba a été appelé pour un incendie dans un dépôt d'hydrocarbures à Bankoumana. Deux équipes venant de l'ACI Bamako et de Samaniana sont à pied d'œuvre.

Pour le moment on ne déplore pas de pertes en vies humaines.



■ Mali Actu



En refusant de mettre en œuvre le blocus décidé par la Cédéao le 9 janvier dernier, la Guinée est devenue l'ultime point de passage au sud de Bamako.



■ YBC-Communication



#YBC/YB

Grâce à Choguel et Assimj aujourd'hui les maliens ont oublier le mot fiché et la Diaspora dort

tranquillement

Mais il se passe quoi au consulat Malien de France ?



■ Sangha Lakamané



En 2011, Sadio Mané quitte le Sénégal et arrive en France au FC Metz. Il souhaite alors envoyer une photo de lui à sa mère mais n'a pas d'appareil photo et très peu d'argent. Il demande alors à un journaliste de prendre une photo de lui.

Le journaliste prend la photo et lui demande son adresse mail pour lui envoyer la photo. Mais Mané n'a pas d'adresse mail donc il demande au journaliste d'envoyer la photo au FC Metz...

Avant de partir, il demande au journaliste "cette photo est gratuite, n'est-ce pas ?"

8 ans plus tard, Sadio Mané est un joueur de Liverpool, a remporté la Ligue des Champions, aide financièrement son village natal et s'apprête à jouer une deuxième finale de coupe d'Afrique avec le Sénégal.

#sanghalakamane : le vestibule de l'Antiquité



■ Macky Sall



C'est avec une immense tristesse que j'ai appris le décès du petit Rayan. A sa famille, à Sa Majesté le Roi Mohamed VI et au peuple frère et ami du Maroc, je présente mes condoléances émues.

Très chère communauté Twitter, comme vous le savez, pendant un an, le Sénégal par ma personne, est à la tête de l'Union Africaine. Je vous invite à suivre le compte @AUChair2022 pour rester informés de toute l'actualité relative à ce mandat.

■ Abdoul MBAYE



Un gouvernement sur le départ ne gère que les affaires courantes. La hausse du prix du sucre payé par les consommateurs en procédure précipitée et illégale est un scandale. L'appauvrissement des Sénégalais est le seul projet du régime de Macky SALL.

Continuer à garder la tête froide. Rester concentrés. Une bagarre de chaque instant. Croire en votre force sans sous-estimer l'adversaire. Bref, être comme vous l'avez été depuis le début de ce tournoi. Bonne chance chers Lions de la TERANGA! Le peuple est avec vous.

■ Fahad Ag Almahmoud



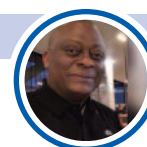
Quand je lis où j'écoute les Maliens du Sud ces derniers jours, j'ai l'impression qu'ils se considèrent comme les seuls Maliens. Sachez depuis 1960 c'est vous du SUD qui gérez le Mali. Donc on ne peut reprocher à personne ses propres erreurs.

■ Moussa AG Acharatoumane



Je serais l'invité du @JTAtv5monde samedi soir à 20h30 heure de Bamako et 21h30 heure de Paris pour parler de la réunion de Rome à laquelle le #CSP a participé et d'autres sujets en lien avec le #Mali et le #Sahel.

■ Serge Daniel



#Mali-Cocaine-D'après mes informations, la DEA (agence anti-Drogue des USA) vient d'avoir un complément "très intéressant" de renseignements sur le fameux Boeing bourré de cocaïne qui a atterri fin 2009 dans le nord du Mali. Ci-dessous mes photos en exclu des restes de l'avion



DIONA DIONA
PHOENIX
Pour un nouveau souffle de vie



SERVICE DE NETTOYAGE

(PROFESSIONNEL, FIABLE, EFFICACE)

Résidentiel & Commercial

Nos services

- ✓ Nettoyage basique (Balai, Serpillière)
- ✓ Nettoyage du sol en profondeur (Carreaux et joints de carreaux avec mono-brosse)
- ✓ Nettoyage en profondeur de l'établissement (Dessus et dessous de meubles, Plafonds, Ventilateurs, Vitres, Miroirs, Portes et fenêtres)
- ✓ Nettoyage et protection des meubles en cuir
- ✓ Lavage de tapis (Sur place et séchage en 6 heures maximum)
- ✓ Lavage de Meuble en tissus, en velours et en faux cuir (Fauteuils, Canapés et chaises)
- ✓ Lavage en profondeur des dalles externes

-25%
DE RÉDUCTION
SUR LE 1ER SERVICE RENDU

CONTACTS:

+223 76 39 51 50 - 76 39 73 65

Tiby : Les nouveaux soldats de la 1ère vague du recrutement spécial prêts à servir la nation



La cérémonie de présentation au drapeau de la 1ère vague des soldats du recrutement spécial du Contingent 2021 s'est déroulée, le vendredi 4 février 2022, dans le Centre d'Instruction de Tiby. C'était sous la présidence du chef d'Etat-major Général des Armées, le Général de Division Oumar Diarra, en présence du président de la Commission du recrutement spécial, le Colonel-major Seydou Mamadou Koné et de plusieurs autres chefs militaires et coutumiers.

Au nombre de 363 soldats, tous du personnel masculin, ils sont arrivés à terme de leur Formation Commune de Base. Pendant 2 mois, ces jeunes soldats ont subi avec des activités rudes avec patience, humilité et courage afin de développer le goût de l'effort et l'esprit de canarderie. Cette formation avec rigueur leur donne non seulement les aptitudes physiques, intellectuelles et morales mais aussi et surtout les connaissances techniques et tactiques de base pour accomplir les actes élémentaires du soldat. Elle a porté notamment sur le combat, le tir, le Règlement de Service dans l'Armée (RSA), l'instruction sur le tir (IST), l'enseignement physique militaire sportif ainsi que le droit international humanitaire. Ces recrues sont venues de Ségou, Tombouctou et Sévaré. Ces soldats du recrutement spécial viennent étoffer les effectifs des FAMA qui luttent inlassablement pour la quiétude de la population. Selon le Directeur du centre, le Commandant Demba Sarambouou, le travail considérable accompli par le personnel de l'encadrement, durant ces 2 mois, a permis aux jeunes soldats, d'acquiescer les réflexes militaires et de développer les aptitudes fondamentales à l'exercice du métier des armes. Il a exprimé toute sa gratitude à la hiérarchie militaire qui n'a ménagé aucun effort pour la réussite de la formation. Evoquant la mission à laquelle ces nouveaux soldats sont destinés, le Directeur du Centre a indiqué que sur le champ de bataille, qu'ils auront à restituer, en situation difficile, les techniques et les tactiques qu'ils ont acquises lors de leur formation, pour dominer leurs adversaires et assurer le succès des FAMA. Le Commandant Demba Sarambouou a exhorté les jeunes défenseurs de l'intégrité du territoire à faire bon usage de tout ce qu'ils ont appris durant cette formation commune de Base dans leur Compagnie respective.

Le chef d'Etat-major Général des Armées a, dans son intervention, rappelé que l'objectif de ce recrutement spécial est d'offrir aux jeunes maliens détenteurs d'armes de venir servir dignement et honorablement

Mali : L'UE sanctionne cinq responsables de la Transition, dont le Premier ministre



L'annonce était attendue et prend effet immédiatement. L'expulsion de l'ambassadeur de France et la demande du départ du contingent danois ont poussé l'UE à tenir sa promesse d'emboîter le pas aux sanctions prises il y a un mois par la CE-DEAO.

Les sanctions prises ce vendredi à l'encontre des cinq responsables maliens sont des sanctions classiques de l'Union Européenne. Elles sont d'une part financières : leurs avoirs détenus dans l'UE sont gelés, et tout résident européen a interdiction de mettre des fonds à leur disposition. Les cinq sanctionnés se voient également interdit de poser le pied sur le territoire européen. Même en transit, est-il bien spécifié dans la décision. La liste des cinq personnes visées par ces sanctions a été publiée au journal officiel de l'Union Européenne. Le plus haut responsable sanctionné dans le gouvernement malien est le Premier ministre Choguel Maïga. Le président de la Transition, Assimi Goïta, ne figure pas sur la liste. En revanche, deux autres officiers supérieurs décrits comme « des membres clés de son cercle rapproché » s'y trouvent pour leur rôle dans le renversement du président Keïta. Il s'agit de Malick Diaw qui préside le Conseil National de Transition et d'Ismail Wagué, ministre de la Réconciliation. Sont aussi sur la liste Adama Ben Diarra, du Conseil de Transition, et Ibrahim Maïga, ministre de la Refondation. Ils sont tous deux spécifiquement sanctionnés parce qu'ils « font obstacle et portent atteinte à la tenue d'élections et au transfert du pouvoir aux autorités élues ». La semaine dernière, l'UE n'avait pas voulu déclencher ces sanctions avant la visite à Bruxelles du G5 Sahel, mais elle avait promis que ce serait fait largement avant l'ouverture du sommet avec l'Union Africaine dans deux semaines.

Source: RFI

le pays en rendant les armes. "Les FAMA font la guerre pour promouvoir la paix et dans tout ce qu'il peut aller dans le sens du rétablissement de la paix", a-t-il laissé entendre. Avant de préciser que ce recrutement spécial est différent du DDR (Désarmement-Démobilisation-Réinsertion). Le CEMGA a enfin déclaré que cette formation initiale de ces nouveaux soldats sera poursuivie dans leurs unités d'affectation avec la plus grande rigueur pour renforcer leurs capacités techniques tactiques et physiques.

Source : Forces Armées Maliennes

Mali : Paris et ses partenaires envisagent un retrait définitif



Des discussions sont en cours entre Paris et ses partenaires européens pour le départ définitif de leurs forces militaires du Mali. L'axe diplomatique entre Bamako et Paris est en pleine zone de turbulences. Dans ce contexte, la France et ses partenaires de l'Union Européenne ont engagé des concertations sur leur présence militaire au Mali.

Selon certains médias français, la tendance penche pour « un retrait définitif » du Mali de Barkhane, l'opération militaire française menée au Sahel et au Sahara et la force militaire de l'Union Européenne, Takuba, censée prendre son relai.

La France et le Mali sont engagés dans une crise politique et diplomatique depuis plusieurs mois. Des tensions exacerbées par l'expulsion de l'ambassadeur de la France à Bamako, le 31 janvier dernier, par les autorités de la Transition malienne.

Le Niger, nouvelle base arrière ?

« Là où les conditions ne sont pas réunies, il ne faut pas rester », a expliqué un diplomate cité dans la presse française. « On ne peut pas rester au Mali à n'importe quel prix. Les conditions de notre intervention sont rendues de plus en plus difficiles », a ajouté Florence Parly, la ministre française des Armées.

La France et ses partenaires se donnent un délai de deux semaines pour prendre une décision définitive. Un redéploiement du dispositif de l'armée française dans les localités de Ménaka, Gossi, ou encore Gao, vers le Niger est fortement envisagée. A ce titre, la ministre française des Armées a effectué mercredi dernier une visite à Niamey pour discuter avec le président nigérien Mohamed Bazoum des différentes options envisageables.

Entre la France et le Mali, la machine diplomatique avait pris du sable depuis deux ans et le rappel de Toumani Djime Diallo, dernier ambassadeur du Mali à Paris. Ce dernier avait accusé au Sénat français les « légionnaires français » de mauvais comportements dans les « Pigalle de Bamako ». Une sortie qui avait provoqué une brouille diplomatique entre Paris et Bamako sur l'action des militaires de l'opération Barkhane Et depuis cette date, le Mali n'a plus d'ambassadeur à Paris. En août 2021, la junte avait proposé le diplomate Moussa Sy, actuel conseiller

Renvoi de l'ambassadeur de France au Mali : L'UE appelle les autorités de la Transition à la désescalade



QUELQUES JOURS APRÈS LE RENVOI DE L'AMBASSADEUR DE FRANCE AU MALI, LE HAUT REPRÉSENTANT DE L'UNION EUROPÉENNE A PUBLIÉ UNE DÉCLARATION. «L'UNION EUROPÉENNE A ÉTÉ INFORMÉE DE L'INVITATION FAITE PAR LES AUTORITÉS DE TRANSITION MALIENNES À L'AMBASSADEUR DE FRANCE AU MALI, JOËL MEYER, DE QUITTER LE TERRITOIRE SOUS LES 72H », LIT-ON DANS LA MISSIVE. L'Union Européenne, qui est pleinement engagée pour la paix et la stabilité au Sahel, à la demande des Etats et en soutien aux populations, fait part de son soutien et de sa solidarité avec la France et déplore vivement la décision des autorités de Transition maliennes. L'Union Européenne appelle les autorités maliennes à la retenue plutôt qu'à la répétition de comportements inacceptables vis-à-vis de ses partenaires européens, comme le Danemark, dont le contingent vient de faire l'objet d'une décision de renvoi sur la base de motifs infondés.

L'UE souligne que cet isolement est préjudiciable à l'objectif commun de lutte contre le terrorisme ainsi qu'à la situation humanitaire et, à terme, de développement et stabilité durables. L'Union Européenne invite les autorités de Transition maliennes à la désescalade en adoptant des gestes concrets et en reprenant le dialogue.

L'Union Européenne rappelle par ailleurs sa solidarité avec les positions prises par la CEDEAO et rappelle également que l'adoption de mesures restrictives contre ceux qui font obstacle à l'achèvement de la transition politique au Mali est en cours de finalisation.

L'UE précise qu'elle va communiquer aux autorités maliennes sa protestation concernant cette décision.

Adou Faye

Source : LEJECOM

diplomatique à Cuba pour occuper le poste. Mais le choix n'a pas été validé par les autorités françaises qui jugent le profil très proche de la Russie qui deviendra, avec le départ plus que probable de la France, un allié de premier plan du Mali.

Source : journalducameroun

FAMa : Le chef d'Etat-major Général des Armées réarme le moral de ses hommes sur le terrain

Le chef d'Etat-major Général des Armées, le Général de Division Oumar Diarra, a effectué une visite de terrain, le jeudi 3 février 2022 à Alatona (Ségou).

Pour l'occasion, il était accompagné du Sous-CEM Logistique de l'Etat-major Général des Armées, le Colonel-Major Moussa Demé, du Directeur Adjoint de l'Information et des Relations Publiques des Armées, le Colonel Mariam Sagara et d'une forte délégation. L'objectif de cette visite était non seulement de s'enquérir des conditions de vie et de travail des hommes, mais aussi et surtout d'échanger avec la troupe sur leurs difficultés afin de trouver des solutions idoines. Cette visite du CEMGA vise également à renforcer l'union sacrée au sein des Forces Armées et de Sécurité dans la défense de l'intégrité territoriale et la libre circulation des personnes et de leurs biens. Sur place, le CEMGA a eu droit à une présentation de la situation sécuritaire d'Alatona et environs avant de s'entretenir avec la troupe. Occasion pour lui d'abord de prodiguer des conseils à ses vaillants combattants pour la réussite de leur mission régalienne qui est la dé-

fense de la patrie mais également de recueillir de leurs préoccupations afin de trouver des solutions. Des questions de renforcement du dispositif sécuritaire et des préoccupations ont été évoquées. Il a salué l'ensemble des forces présent à Alatona (FAT, BAFS et 22ème RIM) pour leur sens élevé du devoir avant de leur féliciter pour leurs récents saisis de plusieurs équipements des mains des terroristes. Pour Lui, la vigilance doit être de mise afin de vaincre ces forces terroristes.

Le visiteur du jour a demandé aux FAMa une franche collaboration avec la population civile pour la bonne exécution de leur mission. Il se dit fier et satisfait de tout effort que sont entrain de fournir les forces de défense et de sécurité sur le terrain.

Le Général Diarra a exhorté la troupe à travailler en toute synergie d'action. Car dira-t-il, c'est au prix de cette synergie que nous pourrons atteindre les objectifs recherchés en termes de sécurité. C'est pourquoi, il a invité ses vaillants combattants à plus de cohésion, de discipline, de détermination et d'engagement afin de gagner cette guerre. L'occasion était bonne pour le CEMGA de donner des directives par rapport aux nouvelles orientations de l'opération.

Le Général Diarra a profité de cette circonstance pour transmettre le message d'encouragement, de soutien et d'accompagnement des autorités de la Transition à ses hommes pour leur dévouement dans la lutte contre le terrorisme.

Source : Forces armées maliennes





Qui sommes nous

NSI est une entreprise de commerce général et de prestations de services.
l'entreprise est spécialisée dans l'importation et la distribution des produits pétroliers et dérivés.
Par ailleurs nous opérons dans le domaine des marchés publics notamment les matériels informatiques, les meubles, les équipements etc.
Fiers d'expériences avérées dans le domaine au Mali et à l'international, nous nous efforcerons toujours de vous garantir la qualité et la quantité à des temps records.

NOS VALEURS

Audace
Innovation
Excellence

" ENSEMBLE NOUS IRONS LOIN "



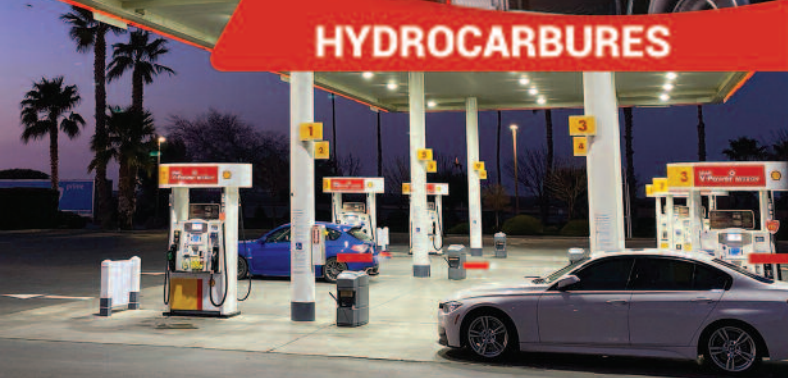
IMPORT EXPORT



TRANSPORT



HYDROCARBURES



MATERIEL INFORMATIQUE



VENTE DE VEHICULE



**Marchés
Publics**

MOBILIER DE BUREAU





Le champ d'application de la Loi n°2014-015 du 27 mai 2014

portant prévention et répression de l'enrichissement illicite
s'étend à tous les agents publics sans exception

Article 2: Au sens de la présente loi, constitue un enrichissement illicite : soit l'augmentation substantielle du patrimoine de toute personne, visée à l'article 3 ci-après que celui-ci ne peut justifier par rapport à ses revenus légitimes, soit un train de vie menée par cette personne sans rapport avec ses revenus légitimes.

Article 3: Sont assujettis à la présente loi, toute personne physique civile ou militaire, dépositaire de l'autorité publique, chargée de service public même occasionnellement, ou investie d'un mandat électif ; tout agent ou employé de l'Etat, des collectivités publiques, des sociétés et entreprises d'Etat des établissements publics, des organismes coopératifs, unions, associations ou fédérations desdits organismes, des associations reconnues d'utilité publique, des ordres professionnels, des organismes à caractère industriel ou commercial dont l'Etat ou une collectivité publique détient une fraction du capital social, et de manière générale, toute personne agissant au nom ou pour le compte de la puissance publique et/ou avec les moyens ou les ressources de celle-ci.

Les dispositions de la présente loi sont aussi applicables à toute personne morale qui a participé à la commission de l'infraction.



Eradication du cancer : LIMCA préconise le dépistage à temps pour tous

Dans le cadre de la lutte contre le cancer, les membres de la ligue malienne de lutte contre le cancer (LIMCA) ont animé, le vendredi 4 février 2022, une conférence de presse à l'occasion de la journée mondiale de lutte contre le cancer, à Azalai hôtel de Bamako. Cette édition était placée sous le thème : « Les difficultés liées à la prise en charge des cancers au Mali ».

Le Mali célèbre cette journée mondiale de lutte contre le cancer le 4 février 2022, sous le thème réduction de la disparité de la prise en charge des malades de cancer ». Le cancer constitue aujourd'hui la première cause de mortalité dans le monde et dépasse en cela les guerres et catastrophes naturelles.

La présidente de la ligue malienne de lutte contre le cancer (LIMCA) Faye Kadiatou Kanté a saisi cette occasion pour informer que toutes les activités de la LIMCA s'inscrivent dans le cadre de l'accompagnement de l'action gouvernementale. La lutte contre le cancer est une préoccupation majeure des autorités de la transition en général et particulier de la ligue malienne de lutte contre le cancer au Mali. La LIMCA est une jeune organisation qui a obtenu son récépissé le 12 octobre 2021 après des longs mois de tractations. « La LIMCA a pour

but de fédérer l'ensemble des associations désireuses de participer à la lutte contre le cancer au Mali, à ce titre elle est ouverte à toutes les organisations. Mes remerciements vont à l'endroit de nos partenaires, je veux dire à Solidaris 223 et Azalai hôtel, pour leurs investissements inestimables pour la réussite de cette journée, aux Médecins sans frontière (MSF-France), ; aux Médecins oncologues du Mali et au comité scientifique et à l'ensemble du corps médical du Mali », a-t-elle dit.

Selon Diéminatou Sangaré, ministre de la Santé et du Développement social, le cancer est responsable de 8.200.000 décès par an. « La fréquence de la mortalité due au cancer est en constante augmentation dans notre pays, faisant de cette un véritable problème de santé publique. Plus du tiers

des cas de décès peuvent être évités si la détection est faite à temps. Au Mali, selon les registres de cancer tenu à au CHU du point G de 2015 à 2017, 6441 cas de cancer dont 378% ont été notifié chez les femmes. Alors que le cancer se soigne s'il est vite détecté » a-t-elle déclaré.

Aussi, elle dira qu'en célébrant cette journée, le ministère de la santé et le développement social entend mobiliser la communauté dans la prévention et le traitement du cancer. Il faut noter que l'organisation mondiale de la santé (OMS) et le centre international de recherche sur le cancer soutiennent l'union internationale de lutte contre le cancer pour promouvoir les moyens de faire reculer la charge de morbidité de cette maladie. « Environ 30% de décès imputable au cancer sont dues aux 5 principaux facteurs de risque comportementaux et alimentaires, un indice élevé de masse corporel, une faible consommation des fruits et légumes, le manque d'exercice physique, et la consommation d'alcool. Le tabagisme est le facteur de risque le plus important entraînant dans le monde plus de 22% de la mortalité de cancer. Au Mali les 5 cancers les plus fréquents sont : le cancer de col de l'utérus, le cancer de sein, de l'estomac, le cancer du foie et celui de la prostate », a-t-elle précisé.

■ Ibrahim SANOGO



Lutte contre le tabagisme : Le RELUTAS monte au créneau

Le réseau de lutte contre le tabac et autres stupéfiants au Mali (RELUTAS) a animé, le samedi 5 février 2022, une conférence de presse. Objectif : riposte pacifique visant à attirer l'attention des pouvoirs publics, l'opinion nationale et les partenaires au développement impliqués dans la lutte contre le tabac et autres stupéfiants dans le monde sur « l'inauguration de la nouvelle usine Dunhill international » au Mali, le 25 janvier 2022.



Le principal conférencier, Dr Mahamane I Cissé, avocat à la cour a tenu à rappeler que le Réseau de Lutte contre le Tabac et autres Stupéfiants au Mali « RELUTAS » est résolument engagé pour la défense de la santé des personnes, à travers la lutte contre le tabac sur toutes ses formes. Il s'agit d'être et de demeurer un partenaire idéal auprès des décideurs publics, de créer et de coordonner une synergie d'actions visant à prévenir, dénoncer, informer et sensibiliser aux effets néfastes de la consommation des tabacs sur toute l'étendue du territoire national. Selon Dr Cissé, le RELUTAS-Mali a pour missions principales : Le suivi de l'application des dispositions réglementaires favorisant la lutte contre le tabac et autres stupéfiants au Mali, l'appui au gouvernement pour la mise en œuvre de la convention cadre de l'OMS en matière de lutte contre le tabac, l'harmonisation et la coordination des actions des associations et ONG de lutte contre le tabac et autres Stupéfiants en vue de réduire leur consommation au Mali. « Ainsi, l'inauguration de cette nouvelle usine de fabrication de Dunhill constitue également la consécration des efforts fournis

par la SONATAM, sous l'impulsion de l'Etat Malien, son actionnaire majoritaire, dans le cadre d'un plan de redynamisation et de réorganisation du secteur du Tabac, et dont l'aboutissement à terme dotera le Mali de l'outil industriel le plus moderne de la sous-région, avec une capacité de production annuelle dépassant les 3,5 milliards de cigarettes », a-t-il souligné. Aussi, Dr Mahamane Cissé a indiqué que les conséquences sanitaires, socio-économique et environnementales du tabagisme sont désastreuses. Avec l'implantation de cette usine au Mali, on va assister à l'augmentation du nombre de fumeurs avec comme conséquences les maladies et les décès liés à cette consommation. La consommation de tabac est l'un des facteurs de risque des Maladies Non Transmissibles (MNT) modifiables les plus importants. Si on agit pour réduire le tabagisme, les effets sur les maladies cardiovasculaires, le diabète, les cancers et les maladies respiratoires chroniques sont directement perceptibles de façon notoire. Le tabagisme passif (inhalation involontaire par le non-fumeur de la fumée dégagée par un ou plusieurs fumeurs dans l'entourage) est autant nocif pour la

santé des non-fumeurs. Il augmente les risques d'affections infantiles, des nourrissons et du fœtus.

Le tabac engendre des pathologies graves qui sont responsables de morbidité et de mortalité élevées, compromettant le développement économiques et social dans le monde. En plus le tabagisme est un phénomène complètement évitable, dont la prévalence peut être considérablement réduite à son minimum, en appliquant efficacement la convention cadre de l'OMS pour la lutte antitabac.

En réponse à l'installation de cette unité industrielle dommageable à la situation sanitaire des citoyens et à l'image du Mali, les responsables du RELUTAS dénoncent avec la dernière rigueur, le manque d'attention aux préoccupations de SANTE PUBLIQUE au Mali, condamne avec énergie et conviction, la fabrication, la promotion et la commercialisation du tabac et cette nouvelle filiale « **tabatière** » qui vient de prendre corps sur notre sol, dénonce la violation flagrante des dispositions, textes et autres mesures réglementaires en matière de lutte contre le TABAC au Mali, notamment : la loi N°10-033 du 12 juillet 2010 relative à la commercialisation et à la consommation du TABAC et des produits du TABAC et la Convention Cadre de lutte antitabac en son article 5-3 qui stipule : « en définissant et en appliquant leurs politiques de santé publique en matière de lutte antitabac, les Parties doivent prendre des mesures pour protéger ces politiques contre les intérêts commerciaux et autres de l'industrie du tabac, conformément au droit national ».

Enfin, pour circonscrire les effets néfastes soulignés, Dr Cissé dira que le RELUTAS propose d'augmenter les taxes sur le tabac afin de rendre les produits du tabac moins abordables et de faire respecter les interdictions de fumer dans les lieux publics afin de protéger la population de la fumée du tabac et dynamiser le CNCT (Comité National de Lutte Antitabac) afin d'intégrer la lutte antitabac dans les politiques de chaque secteur et de mettre en œuvre la feuille de route conforme à l'application de la CCLAT et des directives conformément aux recommandations formulées.

■ Ibrahim SANOGO

Sécurité et Protection Civile :

L'Inspection des Services logée dans du neuf

L'Inspection des Services de Sécurité et de la Protection Civile a un nouveau siège. La cérémonie d'inauguration du joyau architectural a été présidée, vendredi, par le ministre de la Sécurité et de la Protection Civile, le Général de Brigade Daoud Aly Mohammedine, en présence de l'ensemble des Directeurs généraux, Directeurs, Chefs de Services du département de plusieurs autres invités de marque.

Occasion pour l'Inspecteur en Chef des Services de Sécurité et de la Protection Civile, l'Inspecteur Général de Police Samba Kéita de rappeler les missions fondamentales de l'Inspection, qui consistent à veiller au bon accompagnement des Services de Sécurité et de la Protection Civile. Il s'agit notamment du contrôle du fonctionnement et de l'action desdits services ou tout autre service ou organisme relevant du Ministère en charge de la Sécurité et de la Protection Civile.

Il s'agit aussi de veiller à l'application et au respect des dispositions législatives et réglementaires relatives à la gestion financière, administrative et matérielle des Services de Sécurité et de la Protection Civile. L'Inspecteur Général Samba Kéita a en outre fait savoir que c'est en 2002 que le département avait décidé d'installer l'Inspection à Darsalam. Les missions ayant évolué, les sollicitations accroissant, et le personnel ayant été étoffé, la nécessité était donc apparue de se doter d'un cadre idéal de travail, d'où la construction du nouveau siège répondant à toutes les normes de commodité de travail.

D'un coût global de 739.860.237 F CFA, réalisé entièrement sur le budget national, le nouveau siège comprend des bureaux, des salles de conférence, des salles informatiques, des blocs de toilettes, des salles d'archives et de reprographie, des secrétariats, des salles d'attente et des coins-café.

« C'est dire qu'avec ce joyau architectural, les inspecteurs se sentiront désormais engagés à maximiser leurs efforts et à produire davantage, eu égard aux nombreux défis qui sont les leurs. A ce niveau, je ne doute point, car au



fait de leurs compétences avérées et de leur dévouement sans cesse renouvelé, le fruit sera à la hauteur de la promesse des fleurs. C'est le lieu pour moi de saluer, à sa juste valeur, l'engagement fort des plus hautes autorités de la Transition à doter les services de l'État de cadres idéaux de travail, gage de résultats opérants et de rayonnement incommensurable.

Aussi voudrais-je remercier, en cet instant solennel, le Ministre de la Sécurité et de la Protection Civile, le Général de Brigade Daoud Aly Mohammedine qui a fait de son cheval de bataille, l'amélioration des conditions de vie et de travail des Forces de Sécurité », a dit l'Inspecteur en Chef, avant de remercier tous ceux qui sont intervenus dans le projet.

Quant au Ministre de la Sécurité et de la Protection Civile, le Général de Brigade Daoud Aly Mohammedine, il a rappelé le cadre de cette action qui s'inscrit dans les objectifs du Plan d'Action Gouvernemental. Le ministre dira que l'Inspection est un outil indispensable de veille continue et d'aide à la décision, avec des missions diverses et complexes, nécessitant un cadre de travail confortable et moderne.

« Les autorités de la Transition, sous le leadership du Colonel Assimi GOITA, Président de la Transition, Chef de l'Etat, Chef Suprême des

Armées, ne ménageront aucun effort pour la montée en puissance de nos Forces de Défense et de Sécurité, qui se traduit par la réalisation d'infrastructures, l'acquisition régulière des moyens logistiques (à savoir les moyens roulants, l'armement majeur et autres équipements spéciaux...) », dira le Général de Brigade Daoud Aly Mohammedine.

Il a saisi l'occasion pour inviter l'Inspecteur en Chef et tout son staff à prendre soin de ces infrastructures mises à leur disposition et les a exhortés à plus de résultats dans l'accomplissement de leurs missions qui contribuent à la bonne conduite des actions du département. « C'est dire qu'autant les tâches à vous confiées sont immenses, autant les résultats attendus le sont aussi. Par la même veine, j'invite tous les responsables des Forces de Défense et de Sécurité à plus d'engagement, de don de soi et d'esprit patriotique pour relever les grands défis de l'heure » a conclu le ministre.

La coupure du ruban symbolique et la visite guidée des locaux ont mis un terme à cette cérémonie.

■ Yama DIALLO

Bamako-Paris : La guerre est déclarée

Dans un contexte sécuritaire sahélien patraque, les relations entre Paris et Bamako sont troubles, aggravées par la fièvre putschiste.

Le temps de la ruse

On s'écoute, on se calomnie, on se provoque, on se lynche. Médiatiquement. Tous les coups sont permis. « ... Il y a une véritable fuite en avant de la part de la junte qui n'est pas acceptable... Le Mali fait appel à une milice privée russe qui s'appelle Wagner qui [...] assure surtout la sécurité de la junte. Manifestement, la place de cette milice au Mali, c'est surtout de pérenniser la junte au pouvoir... », extrait de l'entretien de Monsieur Jean-Yves Le Drian, Ministre français de l'Europe et des Affaires étrangères, RTL, 28 janvier 2022. « ...Ce sont

des propos que je condamne, qui sont inacceptables... Il est bon que Monsieur Le Drian comprenne que ce ne sont pas les insultes qui règlent les problèmes entre nations, que ce que nous attendons de la France, grande nation, est qu'elle puisse avoir une attitude constructive... », extrait de l'entretien de Monsieur Abdoulaye Diop, Ministre malien des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, sur RFI, le 28 janvier 2022. Le ton est donné. C'est le temps de la ruse. On s'épie, on se défie, on s'entredéchire. Kafkaien. À l'image d'un Vaudeville ou d'un Kotéba, les diplomates se mettent en scène. Quitte à créer

un climat malsain. L'exécutif français accuse ; l'exécutif malien dénonce. Sur fond d'intérêts géopolitiques, la violence monte, attisée par les réseaux sociaux.

La fin d'un monde, le début d'un autre

Patatras : « Le Gouvernement de la République du Mali informe l'opinion nationale et internationale que, ce jour, lundi 31 janvier 2022, l'ambassadeur de France au Mali SEM Joël Meyer a été convoqué par le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale qui lui a notifié la décision du Gouvernement qui l'invite à quitter le territoire national dans un délai de 72 heures ». Au lieu d'un compromis diplomatique entre le Mali et la France, prime l'expulsion du « patron » de la diplomatie française à Bamako par les autorités maliennes. De 1960 à aujourd'hui, sur les dix-sept ambassadeurs français à Bamako, c'est la 1ère fois que l'un d'entre eux est expulsé par les autorités maliennes. Situation inédite entre



Paris et Bamako. Paris « prend note ». La guerre est déclarée entre les deux nations. Selon un pont de la diplomatie, l'expulsion d'un ambassadeur peut être une décision politique grave, mais ne signifie pas « la rupture des relations diplomatiques ». Néanmoins, elle traduit le sentiment d'humiliations réciproques des deux nations. Pour en finir, n'est-il pas mieux qu'une des parties demande le départ de Barkhane du Mali ? Question épineuse qui rappelle presque la situation afghane.

La politique de l'autruche

Certes, les enjeux diplomatiques ont toujours existé entre le Mali et ses partenaires. Mais, aujourd'hui, ils sont devenus un ensemble enchevêtré de conflits géopolitiques pour lesquels cette frénésie de communication n'est pas appropriée. Par ailleurs, il est à remarquer aussi qu'au Mali, les bannissements sont monnaie courante. Le 25 octobre 2021, Monsieur Hamidou Boly, représentant spécial de la CEDEAO au Mali, a été déclaré « persona non grata » pour « agissements incompatibles... » avec son statut. En novembre 2021, le 4e Vice-président du CNT, Issa Kaou Djim, en a fait les frais en essayant de dénoncer l'acte d'expulsion de M. Boly. Kaou Djim a été envoyé au gnouf pour « atteinte au crédit de l'Etat... », condamné à 6 mois de prison avec sursis, et limogé du CNT, Conseil National de Transition. Au fond, nous assistons à la fin d'un monde et le début d'un autre. Que ni l'exécutif français, ni l'exécutif malien n'ont vu venir. Un monde où l'opposition est affaiblie, où la pensée unique s'impose, où le repli sur soi empêche de voir qui est responsable : la politique de l'autruche !

A Bamako, on bataille pour capter l'opinion publique

Par exemple, les soutiens de la Transition battent le pavé pour appuyer le chronogramme de cinq ans. Alors que la Charte limitait la durée de la transition à 18 mois, et prévoyait l'organisation des élections générales le 27 février prochain. Quant aux opposants à la transition, ils avancent prudemment pour échapper à la privation de liberté. L'emprisonnement du Docteur Oumar Mariko pendant un mois pour « propos injurieux... » contre le Premier ministre Choguel Kokalla Maïga hante encore les es-



prits des défenseurs de la liberté d'expression. À bien des égards, la détention d'Etienne Fakaba Sissoko (depuis mi-janvier) du Centre de Recherche, d'Analyses politiques, économiques et sociales pour incitation « à la discrimination ethnique ou religieuse... », illustre la difficulté à accepter la critique. Le régime de transition surfe sur la polarisation des opinions maliennes. Allègrement. Par ailleurs, la montée des putschs se poursuit. L'ogre putschiste sévit. Après le Mali et la Guinée-Conakry, c'est autour du Burkina Faso de se soumettre à l'ordre en kaki. Le 23 janvier dernier, au nom du Mouvement pour la Sauvegarde et la Restauration (MPSR), le Lieutenant-colonel Paul-Henri Sandaogo Damiba, 41 ans, dépose Roch Marc Kaboré (64 ans), réélu en 2020. Un putsch applaudi par Evgueni Prigojine, chef du groupe Wagner. Le 1er février dernier, la Guinée-Bissau subit une tentative de coup d'Etat. La fièvre putschiste monte dans l'espace CEDEAO.

En dépit des sanctions de la CEDEAO, l'instabilité règne à cause de notre incapacité à évaluer les risques sécuritaires et apporter des solutions convenables. Hélas, l'histoire se répète, même si ce n'est pas à l'identique. En novembre 1968, mécontent de la tournure politique socialiste du pouvoir de Modibo Keïta, Moussa Traoré à la tête du Comité militaire de libération nationale, CMNL, prend le pouvoir. « Maliennes-Maliens, aujourd'hui, 19 novembre 1968, l'heure de la liberté a sonné. Le régime dictatorial de Modibo Keïta et ses valets a chuté. Le Comité militaire de libération nationale assurera désormais les pouvoirs politiques et administratifs en attendant la formation d'un gouvernement et d'institutions

politiques démocratiques, issues d'élections libres », extrait du discours de Moussa Traoré, auteur du 1er coup d'État au Mali, Archives d'Afrique, RFI. La suite : en plus des dérives autoritaires, Moussa Traoré ne quittera le pouvoir que sous la pression du mouvement démocratique (mars 1991), chassé par le putsch d'Amadou Toumani Touré. Autant quitter le pouvoir avant qu'il ne vous quitte. Le contraste peut être saisissant.

Certes, le nationalisme, mot galvaudé, rend presque joyeux et apaisé. Certes, les discours tribunes affligés çà et là font légion. Certes, on a parlé de volonté de refondation, de restauration ou de souveraineté. Mais, on voit bien la difficulté de traduire ces mots en véritable unité de mobilisation nationale autour des enjeux sécuritaires. Un autre enjeu majeur dont nous ne devons pas nous détourner, c'est la bataille de la paix et le retour des civils au pouvoir. Si nous admettons que la République, c'est l'exercice du pouvoir par des représentants, « investis d'un pouvoir exécutif et non héréditaire ». L'acceptation sociale et politique des dirigeants se fait par le suffrage universel : « Le Mali est une République indépendante, souveraine, indivisible, démocratique, laïque et sociale... », article 25 de la constitution de 1992. Il est donc nécessaire de sortir de cet enchaînement de défiance et d'humiliation pour traiter les questions prioritaires et quotidiennes du Mali telles que manger à sa faim, voyager librement, sécuriser ses biens...

La finalité n'est-elle pas la paix ?

Mohamed Amara
(Sociologue)

Source : Mali Tribune

STUDIO D'ENREGISTREMENT - PRODUCTION D'ARTISTES
INGENIEURIE DE SON



CREATED LABEL
TEMPLE OF MUSIC

SEBENIKORO

+223 93 34 98 73



Transition : Sanctions contre la Mali Le CNID FYT réagit à nouveau

Après les sanctions prises contre le Mali, la direction du Congrès National d'Initiative Démocratique (CNID – Faso Yiriwa Ton) en solo ou dans le cadre du Mouvement du 5 juin - Rassemblement des Forces Patriotiques (M5-RFP) a régulièrement pris position.

Rappelant ses prises de positions antérieures et affirmant rester « dans la cohérence et la

constance », le parti du Soleil Levant indique s'appuyer sur 4 piliers pour une sortie de crise à savoir le respect de l'indépendance et de la souveraineté du Mali, la levée des sanctions infligées au Mali, le retour du Mali sur la scène internationale et le soutien aux personnes sanctionnées.

A l'analyse, la prise de position du CNID – FYT apparaît comme un mélange de fermeté et de

souplesse.

En effet, le CNID-FYT refuse toute concession sur les questions régaliennes liées à la souveraineté et à l'indépendance du Mali. Ce parti semble adopter la même ligne dure sur la levée des sanctions qui frappent le Mali.

Dans le même temps, le CNID-FYT, se montre souples en appelant à des discussions, dans la dignité, pour le retour du Mali sur la scène internationale.

Pour tout dire la déclaration est un condensé d'intransigeance patriotique et de souplesse diplomatique pour ne pas, selon les termes utilisés par le président de la Transition, « fermer les portes du dialogue ».

Lire en encadré

■ Moctar Sow



DECLARATION DU CNID – FYT SUR LA SITUATION AU MALI ET LES SANCTIONS INFLIGEES A NOTRE PAYS



Le Comité Directeur du CNID-FYT, réuni en session extraordinaire ce samedi 05 Février 2022, après un examen de la situation politique, économique, financière, sociale, sanitaire et sécuritaire de notre pays a réitéré, dans la cohérence et la constance ses positions clairement affirmées dans toutes ses prises de positions notamment lors de la présentation de ses vœux à la presse le 26 janvier dernier à savoir :

- 1- L'exigence, sans concession et en toute circonstance, de la reconnaissance, de l'indépendance, de la souveraineté du Mali, de l'honneur et de la dignité du Peuple Malien et du respect dû aux citoyens et aux autorités de notre pays ainsi que le Mali le fait avec tous ses partenaires et interlocuteurs ;
- 2- La levée immédiate de toutes les sanctions injustes, inacceptables et disproportionnées

infligées à notre pays, unanimement dénoncées par l'ensemble des maliennes et maliens soutenus par de nombreux autres peuples africains et du monde. Ces sanctions, au demeurant, impactent toutes les économies de notre communauté régionale et fragilisent surtout les couches les plus défavorisées dont certaines pourraient être tentées de chercher le salut auprès de marchands d'illusions terroristes qui infestent le Sahel et migrent vers d'autres pays de la sous-région.

3- Le retour du Mali, dans l'honneur, la dignité et la souveraineté retrouvée dans le concert des nations sur la base des efforts de médiation menée par des Africains pour régler une difficulté entre frères africains. A cet égard le CNID-FYT rappelle que la durée de la Transition, n'a jamais été considérée par la partie malienne comme immuable et indiscutable. A

preuve, le ministre des Affaires étrangères, au nom du gouvernement a officiellement soutenu avant même les sanctions, que les durées de la Transition proposées à la CEDEAO n'étaient que des bases de discussions.

4- Aussi le CNID-FYT apporte un soutien patriotique au Premier ministre Choguel Kokalla Maiga, au président du Conseil National de transition Malick Diaw, aux ministres Ibrahim Ikassa Maiga, Ismael Wagué, et à Adama Diarra dit Ben tous « sanctionnés » par l'Union Européenne pour des raisons qui font leur fierté.

Bamako, le 05 février 2022

Maitre Mountaga TALL
Président du CNID-FYT

Politique néocoloniale de la France : Des Maliens se mobilisent



Des maliens, indignés par la politique de Macron, ne cessent de se mobiliser à travers de grands rassemblements un peu partout contre « la politique néocoloniale de la France ». Ces rassemblements, signes d'agacement des maliens qui aspirent aujourd'hui à la refondation du Mali et à l'affirmation de son indépendance et de sa souveraineté ne sont pas contre la France, ni contre les français, mais plutôt contre les autorités de la 5ème République et le président Emmanuel Macron qui traitent avec mépris non seulement les Africains, mais aussi les français.

Ces maliens sont indignés par le fait qu'au lieu de lutter contre le terrorisme, les français, sous le couvert de l'opération Barkhane, tentent plutôt de flirter avec des militants et des terroristes. C'est un euphémisme que de dire que l'opération Barkhane est inefficace en termes de lutte contre les terroristes, si toutefois c'est pour cela qu'elle est déployée dans notre pays, l'impression générale qui se dégage étant qu'elle ressemble plus à un des mécanismes de colonisation.

En effet, il est aujourd'hui avéré, et le Premier ministre Choguel Kokalla Maiga l'a dit et redit à plusieurs occasions sans jamais être démenti, que les militaires français aident les terroristes et les groupes armés, avec pour objectif principal d'établir leur contrôle sur le

Nord du Mali. Un constat partagé par les peuples africains, et même au-delà. N'est-ce pas que tous les discours sur la Francophonie sont des contes avec lesquels l'élite politique française tente de s'approprier les ressources des pays africains, un sinistre dessein pour lequel elle prête est à tout !

Un dessein bien perçu aujourd'hui par les maliens décidés à se défaire du joug de la domination. D'où les rassemblements antipolitique française au cours desquels les manifestants défilent en longueur de journée avec des slogans genre « À Bas la France », « Stop Barkhane », « Vive les FAMAs », « Vive Assimi », «

France – colonisation! », « Macron sort du Mali! », « Adieu la France », « nouvelle libération de l'Afrique » !

Parmi les affiches on notait une image sur laquelle le général russe arrête les Français à la bataille de Borodino, qui est devenu le point de départ de la mort de l'Empire français dans la première moitié du 19ème siècle. Les observateurs avertis ne s'embarassent plus à le dire, la France est en train de perdre le Mali, pour ne pas dire qu'elle l'a déjà perdu, un pays africain de moins donc dans l'orbite de son influence, et bientôt elle va perdre toute l'Afrique.

Le peuple malien ne peut pas être trompé, les gens voient ce que veulent les autorités Françaises, mais elles ne l'auront pas au Mali et elles le savent, d'où des insultes et des intimidations à l'égard des autorités maliennes. Une erreur de calcul de la part des autorités françaises dans laquelle elles sont aujourd'hui piégées, parce que les maliens soutiennent leur Président et se reconnaissent dans sa politique d'indépendance du Mali !

Oui, le Mali est en marche vers son indépendance entière et totale, d'où le soutien accru et multiformes aux FAMAs qui luttent héroïquement contre les terroristes, avec à la clé, des résultats probants en quelques mois seulement, ce que la France, à travers Barkhane n'a pu faire en 10 ans ! Oui, le Mali définit une nouvelle mode ou une nouvelle tendance pour la libération de l'Afrique. Une tendance qui s'étend à d'autres pays africains !

■ Moctar Sow



Transition au Mali : Échec et mat pour la France et la CEDEAO

En optant pour des sanctions ciblées contre cinq responsables maliens, l'Union Européenne désavoue la France et la CEDEAO dans leur stratégie de diaboliser la Transition malienne et par ricochet de « punir » le peuple malien pour son engagement à préserver sa souveraineté.

Le complot ourdi contre le Mali par la France en complicité avec ses petits laquais de la CEDEAO est de nouveau mis à rudes épreuves par l'Union Européenne qui vient, non pas de céder aux injonctions de la France qui voudrait la voir sévèrement frappé le Mali, mais d'adopter des sanctions ciblées contre certains responsables de la Transition malienne. Il s'agit notamment du Premier ministre Choguel Kokalla Maïga, les ministres Ibrahim Ikassa Maïga et le colonel Ismaël Wagué, le président du CNT, le colonel Malick Diaw et Adama Traoré dit Ben Le Cerveau du CNT. Un véritable camouflet pour la France. L'Union Européenne (UE) a sanctionné ces responsables le vendredi 4 février accusés, selon elle, de faire obstacle à la transition. Ces sanctions « légères et quasiment sans effet » consistent en une interdiction d'entrée sur le territoire de l'UE et un gel de leurs avoirs. Il est aussi interdit aux personnes et entités de

l'Union Européenne de mettre des fonds à la disposition de ces responsables.

Les colonels Malick Diaw et Ismaël Wagué sont considérés par l'UE comme les instigateurs du coup d'Etat d'août 2020 au cours duquel les militaires ont renversé le président Ibrahim Boubacar Keïta. Ibrahim Ikassa Maïga, ministre de la Refondation depuis juin 2021, et Adama Ben Diarra sont également ciblés pour avoir joué un rôle clé dans le renversement du président Keïta, selon l'Union Européenne.

L'éléphant annoncé est donc arrivé avec un pied cassé. La France de Emmanuel Macron et ses boy-scouts Jean-Yves Le Drian et Florence Parly vient d'essuyer un nouveau revers au Mali. Un échec cuisant à tout point de vue, après ce que les médias ont appelé l'« affaire des forces spéciales danoises ». Ceux-ci, engagés depuis des mois dans des tentatives d'isoler le Mali, voudraient voir l'Union Euro-

péenne prendre de sévères sanctions contre notre pays.

Comme si tout cela ne suffisait pas, le Royaume du Danemark semble avoir compris les jeux troubles des autorités françaises pour ce qui concerne le dossier malien et cherche aujourd'hui à régulariser sa coopération avec le Mali après l'épisode du retrait de ses troupes illégalement déployées sur le territoire malien dans le cadre de la Force Takuba. En effet, le jeudi dernier, une délégation danoise, conduite par l'Ambassadeur du Royaume de Danemark accrédité au Mali, M. Rolf Holmboe, a été reçue par le ministre de la Défense et des Anciens Combattants, le Colonel Sadio Camara.

Cette rencontre visait à apporter plus d'éclaircissement et d'explication en matière de coopération dans plusieurs domaines entre les deux pays. Au menu des échanges, il a été question du partenariat entre le Royaume de Danemark et la République du Mali dans les domaines d'assistance socioculturelle et sécuritaire. Une rencontre jugée fructueuse et chaleureuse par l'Ambassadeur du Royaume du Danemark qui a affirmé la disponibilité de son pays à œuvrer aux côtés des maliens partout où besoin sera. SEM Rolf Holmboe espère que cette coopération sera pérenne pour le bonheur des deux pays.

Setigui Kanté
Ancien militaire à la retraite



SEGOU'ART 18eme Edition : La culture malienne dans toute sa diversité !

La cérémonie d'ouverture de la 18ème édition de Ségoû' art, le festival sur le Niger, a été présidée par le Premier ministre, Dr Choguel Kokalla Maïga. Le thème de cette 18ème édition est : « Arts & Maaya ». C'était en présence du ministre de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie hôtelière et du Tourisme, Andogoly Guindo et de plusieurs amoureux de la culture malienne.

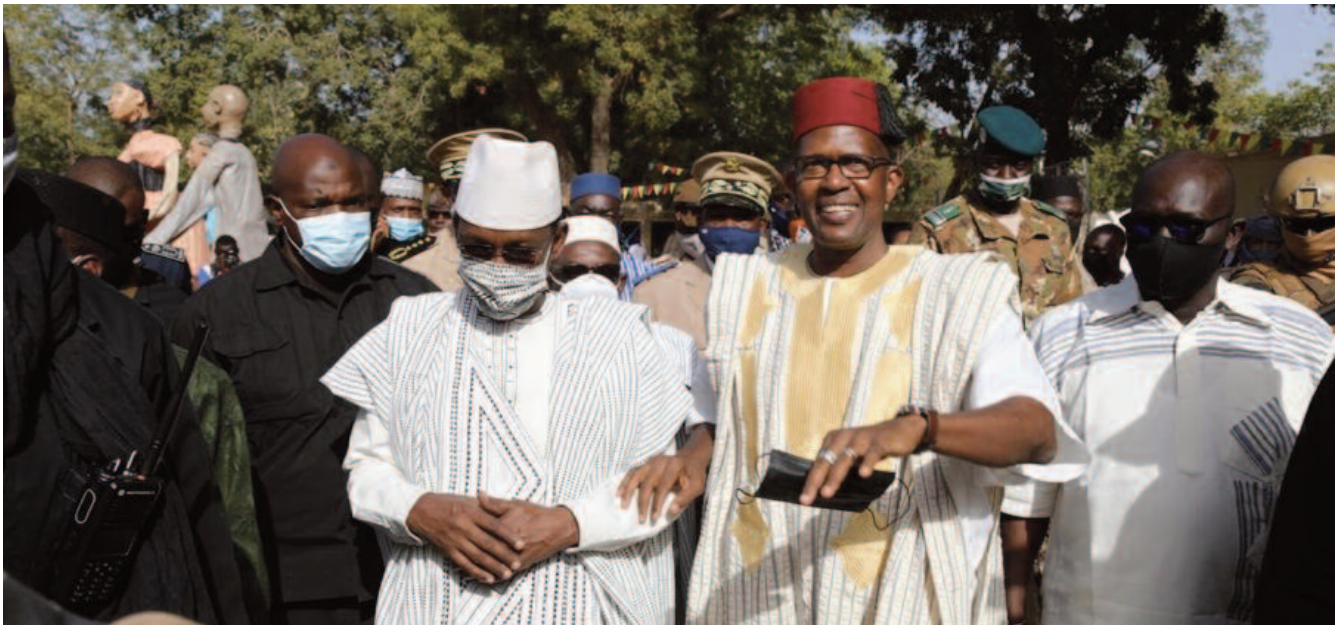


Plusieurs activités sont au menu de cette 18ème édition de Ségoû' Art - Festival sur le Niger, notamment la Caravane Culturelle pour la Paix, la Foire artisanale et agricole de Ségoû, les spectacles de conte, de théâtre, de danse, les manifestations traditionnelles, les concerts géants de musique. La culture malienne ne finira jamais d'épater par son talent créateur, sa richesse et son éclat. Vitrine du génie d'un peuple, le savoir-faire malien façonne en permanence un kaléidoscope de produits matériels et immatériels qui font la fierté et la renommée du Mali au-delà des mers. Pourtant, cette immense richesse, exemple accompli de la virtuosité malienne, est méconnu des Maliens eux-mêmes. Une anomalie inconcevable, bien

sûr. Comment une culture qui fascine tant ailleurs, n'est que peu explorée et peu goûtée par les populations maliennes elles-mêmes ! C'est pour corriger cette situation anormale, que les organisations de Ségoû'Art, Festival sur le Niger ont initié depuis 18 ans le festival sur le Niger. Objectif, donc : mettre en lumière le patrimoine culturel malien dans toute sa splendeur et toute sa variété. Chaque année, depuis 18 ans, le festival sur le Niger est devenu un rendez-vous prisé qui attire les maliens et les étrangers séjournant dans notre pays. Car, comme surpris de découvrir ou redécouvrir une culture en tous points fascinante, le public se voit captivé par les concerts géants, les objets, articles, créations et autres produits étalés de stand en stand.

Le maire de la commune urbaine de Ségoû, Nouhoum Diarra dira que la présence du Premier ministre à cette cérémonie dénote de l'intérêt qu'il accorde à ce grand rendez-vous culturel, de la créativité et de l'innovation aussi à la ville de Ségoû. « **Voilà 18 ans déjà que nous célébrons l'art et la culture avec tout ce qu'il y a comme bénéfice direct ou indirect pour la ville de Ségoû, j'allais dire pour tout le Mali entier. S'il continue, il constitue un cadre de brassage culturel et d'échange de connaissances artistiques. Ségoû'Art, festival sur le Niger est levain pour l'économie locale. A chaque édition l'intérêt pour les populations nationales et étrangères est grandissant tant l'évènement est source et de vitalité** », a-t-il souligné.

Le coordinateur de Ségoû'Art, Attaher Maïga a souligné que l'édition 2022 de Ségoû' Art - Festival sur le Niger se tient dans un contexte particulier marqué par les sanctions de la CE-DEAO qui limitent la libre circulation des personnes et des biens dans nos espaces régionaux. Pourtant, les artistes et acteurs culturels ont besoin de circuler, de se rencontrer, d'apprendre à se connaître et de collaborer. Et c'est justement pendant ces moments difficiles que les soldats de la culture que nous sommes, se tiennent debout pour dénoncer toutes les formes d'agression et d'injustice et résister par la culture. « **Aussi, nous avons décidé d'organiser cette année encore une édition résiliente, créative et innovante de Ségoû' Art - Niger, autour du thème : « Arts & Maaya », Comment nos valeurs sociétales et humanistes influencent-elles notre créativité et nos pratiques artistiques ? Ceci nous encourage à faire recours à nos valeurs sociétales et à affirmer davantage nos identités. Avec tous les défis qui nous assaillent, nous sommes convaincus que la culture peut jouer un rôle prépondérant dans la pacification, le vivre ensemble, la cohésion sociale, en tenant compte de nos valeurs cardinales du Maaya et du Dambé. La culture pour nous est la solution. C'est pour cette raison que cette année, notre organisation a décidé d'offrir gratuitement toutes les activités du festival aux populations, afin d'accompagner et de soutenir les efforts des plus hautes autorités, afin de redonner au Mali sa di-**



gnité, son Dambé et le placer très haut dans le concert des nations », a-t-il insisté. En outre, il a indiqué que cette année la Fondation Festival sur le Niger et son écosystème représenteront le Mali au plus grand rendez-vous de l'art contemporain, qui se tient tous les 5 ans à Kassel en Allemagne en juin 2022. « En prélude à ce rendez-vous mondial, nous présenterons le spectacle pluridisciplinaire, des expositions et des performances en avant-première lors de Ségou' Art - Festival sur le Niger. Ceci dénote du dynamisme de la riche culture du Mali », a-t-il dit.

Dans ses propos liminaires, le premier ministre, Dr Choguel Kokalla Maïga a laissé entendre que le président de la Transition, Colonel Assimi Goïta accorde une place prépondérante

à la culture, aux arts, tout ce qui concernent la vie spirituelle de notre société. « Parce que nous savons que la refondation de l'Etat malien est aujourd'hui l'une des grandes priorités ne peut réussir que si elle plonge ses racines dans notre histoire, dans notre culture, dans notre "maaya", dans notre "dambé". Le président de la transition m'a chargé de vous transmettre le message suivant : depuis plusieurs années que notre pays traverse des dures épreuves, le secteur des arts et de la culture et du patrimoine ont été les secteurs très affectés par cette crise à laquelle est venue s'ajouter la crise sanitaire. Des centaines de maliens sont massacrés depuis des années malgré de plus 50 000 forces armées notamment la présence

massive des forces internationales. Notre pays a une forte histoire et c'est dans cette histoire que vous nous invitons pour plus de résilience. C'est pourquoi je voudrais saluer le thème de cette édition. Les mots clés autour desquels s'organisent ce festival "Maaya ani dambé" c'est sur ce socle notre pays s'est battu depuis des années », a rappelé le chef du gouvernement, Dr Choguel Kokalla Maïga.

Le clou du lancement du festival a été la visite des stands, notamment les espaces dédiés aux masques et autres objets d'arts. Ce qui sera aussi une aubaine pour les exposants ainsi que pour les visiteurs de faire tous de bonnes affaires.

■ Ibrahim Sanogo





Crise en Ukraine : La Russie semble poursuivre sa montée en puissance militaire aux portes du pays

Des dizaines de milliers d'hommes et de matériel russes sont massés aux frontières sud, est et nord de l'Ukraine. Le renseignement américain estime que la Russie accentue les préparatifs d'une invasion à grande échelle de l'Ukraine. Elle disposerait déjà de 70% du dispositif nécessaire à une telle opération.

La Russie va-t-elle lancer une opération militaire contre l'Ukraine ? La question revient invariablement sur toutes les lèvres depuis des semaines.

Les avertissements repris par plusieurs médias américains émanent de responsables du renseignement non identifiés qui en ont informé les élus du Congrès américain et les partenaires européens des États-Unis. L'armée russe continue de se renforcer aux frontières de l'Ukraine : s'il y a deux semaines, on dénombreait 60 bataillons de l'armée de terre, il

y en a désormais plus de 80 et une dizaine d'autres sont encore en route.

Dizaines de milliers d'hommes

Chacun de ces bataillons compte 750 militaires. À ce rythme, la Russie pourrait disposer de capacités suffisantes pour lancer une offensive dans deux semaines, selon ces responsables américains. Pour autant, ils précisent qu'ils ne savent pas si Vladimir Pou-

tine a pris la décision de passer à l'offensive ou non.

Quelles que soient les intentions de Moscou, les observateurs militaires notent effectivement un renforcement des troupes russes sur le terrain. Mille cinq cents soldats des forces spéciales russes sont arrivés dans la zone il y a une semaine. Une équipe de France Télévisions a filmé des véhicules de transport de troupes et de carburant dans la région de Briansk, non loin de la frontière avec l'Ukraine et la Biélorussie. Sur cette vidéo et sur d'autres, des experts notent la présence de la Garde nationale russe, la force militaire interne, généralement pas sollicitée pour ce genre d'opération.

Cependant, a déclaré Mykhailo Podoliak, conseiller du chef de l'administration présidentielle ukrainienne peu après les avertissements de Washington, « les chances de trouver une solution diplomatique pour une désescalade sont considérablement supérieures à la menace d'une nouvelle escalade ».

Source : RFI

Guinée : Première réunion du CNT pour un retour à l'ordre constitutionnel

L'organe législatif de transition en Guinée qui doit décider de la date du retour des civils au pouvoir a tenu, samedi 5 février, sa première réunion, cinq mois après le coup d'État qui a renversé le président Alpha Condé. C'était une des exigences de la CE-DEAO, l'organisation sous-régionale pour un retour à l'ordre constitutionnel.

Dans son discours d'ouverture, le président du Conseil national de transition guinéen (CNT), Dansa Kourouma a tenu à marquer les esprits. Il veut mettre fin au tripatouillage de la foi fondamentale en Guinée: « J'ai conscience que le changement radical des mécanismes qui amènent les élites au pouvoir et qui leur permettent de s'y maintenir quasi indéfiniment, doit être définitivement ré-

solu. Nous devons écrire une Constitution qui ne sera pas facilement modifiable par les pouvoirs constitués ».

Et pour cela, il faudra, selon lui, mettre fin aux vellétés putschistes en Guinée: « Notre travail, nous allons l'effectuer en excluant toutes considérations porteuses de clivages déplacés et de divisions factices susceptibles d'influer négativement sur le projet du renouveau na-

tional. Faisons en sorte qu'il n'y ait plus une nouvelle transition. Ce sera l'indice de la réussite de nos travaux. »

« Chronogramme clair »

Le président du Parlement de Sierra Leone, Abass Bundu, parmi les invités de marque, a demandé au CNT de faire en sorte qu'il y ait un retour rapide à l'ordre constitutionnel : « La prochaine étape que nous attendons de la République de Guinée, c'est la définition d'un chronogramme clair qui donc aboutira au retour à l'ordre constitutionnel et à la restauration de la démocratie. »

La séance a été ouverte en présence du Premier ministre guinéen Mohamed Béavogui, des présidents des institutions et du corps diplomatique accrédité en Guinée.

Source : RFI



CAN 2022 : Le Sénégal arrache la première Coupe d'Afrique de son histoire

Le Sénégal s'est offert son premier trophée continental face à l'Egypte ce dimanche 6 février à Yaoundé au Cameroun lors de la 33e finale de la CAN. Il a fallu attendre la séance de tirs au but pour voir les Lions de Téranga exulter enfin (4 tirs à 2, 0-0 après prolongation). Le Sénégal a attendu sa troisième finale après 2002 et 2019 pour enfin devenir champion d'Afrique.



Le Sénégal, à la recherche d'un premier titre continental, - avec sa star Sadio Mané -, ne s'est pas facilité la tâche après ce penalty accordé après la faute de Mohamed Abdelmonem sur Saliou Ciss, après un tackle raté, et crocheté sur la gauche de la surface (5e). Un penalty raté par Mané qui aurait pu changer la face de cette finale.

Gabaski, un gardien coriace

Mais le joueur de Liverpool est tombé sur un os appelé Mohamed Abou Gabal, dit Gabaski, une nouvelle fois très inspiré, qui choisit le bon côté et détourne le ballon avec les poings (7e). Gabaski, décisif lors des séances de tirs au but contre la Côte d'Ivoire et le Cameroun, restera certainement comme un des personnages clef de la CAN 2022.

Dès le début de rencontre, les Lions poussent, alors que les Pharaons souffrent, mais ne plient pas face aux assauts sénégalais. Comme cette frappe de Ismaila Sarr trop écrasée (12e).

Source : RFI





Bélier (21 mars - 19 avril)

La cadence s'accéléra, vous enchaînez les dossiers sans voir le temps passer. Jupiter élargira votre champ de compétences à travers une mission que l'on vous confiera et qui nécessitera une bonne dose de concentration pour la mener à bien.

Uranus se montrera astucieuse et débrouillarde pour s'occuper de votre argent. En Taureau, elle servira vos intérêts financiers en vous donnant des tuyaux pour gagner un peu plus de sous. Vous dénicherez facilement des bons plans pour dépenser moins.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Une formation peut vous tenter. Vous désirez réellement changer d'orientation ! Des efforts sont fournis pour maintenir le cap. Vous devriez avoir des doutes. L'exigence de votre poste vous trouble. Il peut momentanément vous décourager ! Ne gardez pas ces doutes !

Les économies sont forcées. Vous réalisez que les dépenses sont importantes. L'argent destiné aux loisirs est encore limité. Vous privilégiez les soldes. Du bricolage peut aussi réaliser des petites économies ! Attendez un peu avant tout achat onéreux !



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

En devenant l'adjoint, le collaborateur ou le bras droit d'un haut responsable, vous n'aurez pas que les chevilles qui vont enfler... En effet, sous la domination d'une Lune plutôt manipulatrice, vous aurez tendance également à avoir la grosse tête !

Aujourd'hui, l'argent aura un certain pouvoir sur vous ! Consciemment ou pas, vous ne fréquenterez que des personnes dont le statut social est élevé. Ami Gémeaux, l'aisance matérielle, dont vous ferez preuve, vous aveuglera... Redescendez sur terre !



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Une parfaite maîtrise de votre travail permet à votre hiérarchie de miser sur le bon cheval. Aujourd'hui, vous recevez les félicitations de vos supérieurs, vous êtes très heureux. Dans votre esprit c'est comme un jour de fête, vous explosez de joie !

Vos finances ne font pas de caprices aujourd'hui. C'est tout le contraire qui vous attend. L'état de vos comptes prouve combien vous faites des efforts pour mettre de l'argent de côté. Vous pouvez vous féliciter, les comptes sont au vert.



Lion (22 juillet - 23 août)

Des influences astrales diverses superviseront vos activités et vous offriront l'opportunité de vous mettre en action. Faites confiance à Mars pour donner de l'élan à vos initiatives et faire en sorte qu'elles soient appréciées à leur juste valeur.

Mieux vaudra prévenir que guérir, avec la Lune dans votre secteur II. La chance et la confiance insolente de votre signe ne feront pas recette aujourd'hui. Votre équilibre financier sera préservé en gérant vos comptes avec prudence et persévérance.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Le désir de prendre un virage devient urgent. Vous ne supportez plus les chefs. Un de vos collègues peut vous aider. Une adresse pour un nouveau poste, arrive. Il est utile de prendre quand même votre temps. La précipitation va vous apporter un regret !

Vous pourriez dépenser sous une pulsion. La frustration ou un sentiment de colère pousse aux achats. Ne cédez pas à vos émotions. La stabilité financière dépend de vous. Mais vos revenus permettent malgré tout de couvrir les charges quotidiennes.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Grâce à la pleine Lune, les renégociations de contrats seront à l'ordre du jour. Vous saurez vous entourer de professionnels compétents, qui vous donneront des conseils avisés. Vous bénéficierez d'un climat harmonieux pour toutes vos réalisations.

Si l'année dernière, vous n'êtes pas parti en vacances, vous ferez tout pour que 2020 ne ressemble pas à 2019, du moins sur ce point... Pour les vacances d'hiver, c'est trop tard. Du coup, vous commencerez à faire une enveloppe pour partir cet été...



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Une vraie transformation s'invite dans votre vie professionnelle, ce serait absurde de ne pas sauter sur l'occasion. Cessez de vous poser mille questions. Aujourd'hui, il est temps de passer à autre chose. Oubliez les doutes. Foncez ! Aujourd'hui, cher Scorpion, vous menez les négociations. Si vous avez demandé une prime ou une augmentation, il y a de fortes chances que les euros arrivent sur votre compte prochainement. Patientez un peu, pour les voir apparaître sur votre relevé.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Cette journée sera particulièrement productive dans votre activité. Perfectionniste et volontaire, vous relèverez ce défi professionnel, qui ne sera pas acquis d'avance. Votre persévérance vous permettra d'atteindre plus rapidement l'objectif fixé.

Dans l'attente de nouvelles d'un organisme financier, vous resserrez les cordons de la bourse. Cela ne fera pas rentrer les euros plus rapidement, mais vous éprouverez de la satisfaction à y voir plus clair et à mettre de l'ordre dans votre comptabilité.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Pour trouver votre place, n'allez pas vite. Il y a un risque d'illusion si vous cherchez un poste. De la confusion règne dans votre parcours professionnel. Entre flou complet et doutes, des questions montent. Malgré l'atmosphère, gardez votre assurance !

Il y a peu de frais pour les loisirs. C'est encore les charges qui dominent. Les factures restent importantes. Elles amputent le budget. Essayez de faire des affaires sans trop dépenser. Un peu de sagesse est la bienvenue ! Cela évitera un découvert !



Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous cherchez un emploi qui vous permet de travailler à domicile, en clair chez vous ! Quitte pour cela à prendre un poste qui ne correspond pas vraiment à vos compétences. Un peu comme si un aigle devenait un faucon ! Moins gratifiant tout de même...

Sous les caprices de Neptune, vous serez infantile... Pour vous sortir d'une situation compliquée, vous ferez comme d'habitude : vous toquerez à la porte de papa et de maman ! Après quelques sermons de leur part, vous repartirez avec un joli chèque en main.



Poisson (19 février - 21 mars)

Cher Poissons, une belle avancée vous permet de prendre quelques jours de repos bien mérités. Vous ne vous faites pas prier, vous posez vos congés. Dans un coin de votre tête, vous êtes déjà en train de vous prélasser dans un lieu paisible.

Des finances qui prennent l'eau ! Aïe, vous avez abusé sur les dépenses, un nouveau smartphone ou une nouvelle tablette, un achat pour du mobilier, vous avez vu grand. Malheureusement, ça n'empêche pas vos comptes de virer au rouge !

L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ...
n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23